

Pour un plan d'urgence et une mobilisation d'ampleur féministe !

Appel pour une rencontre nationale le 25 avril

La crise du Covid 19 est une crise internationale, économique, écologique, sanitaire et humanitaire. Elle renforce et souligne les inégalités racistes, sexistes et sociales. Elle vulnérabilise celles et ceux qui réalisent tout le travail invisible et/ou reproductif indispensable à la société. Elle montre qu'une fois de plus les femmes sont en première ligne puisque ce sont elles qui apportent en grande partie des réponses à cette crise et en subissent les conséquences.

L'État n'a pas pris les mesures de protection et de prévention qui s'imposaient, a incité le travail dans des secteurs non vitaux et profite de ce moment saillant pour accélérer son entreprise de destruction de nos acquis sociaux et imposer des mesures de surveillance répressive.

Les femmes sont les plus mobilisées dans les emplois des secteurs vitaux : hospitaliers ou aide à domicile, enseignement, secteur alimentaire. Ce sont elles, aussi, qui sont en première lignes dans les réseaux de solidarité pour assurer l'aide alimentaire, prendre soin des personnes isolées, faire des courses, initier et relayer les informations sur les dispositifs d'accompagnement des personnes victimes de violence.

Depuis vingt ans, les politiques néolibérales ont démantelé notre système de santé publique. L'épidémie de Covid 19 est un révélateur du manque de moyens de l'hôpital public et des conditions de travail désastreuses. Les soignantes, les travailleuses dans les EHPAD et toutes les travailleuses sociales exercent un travail vital. Elles souffrent pourtant de conditions de travail précaires, ne sont ni valorisées ni protégées face au virus. Tout comme les femmes qui travaillent dans les commerces, dans l'industrie agro-alimentaire, dans l'agriculture, dans les institutions administratives.

Les femmes enseignantes, majoritaires, assurent la continuité "pédagogique" dans des conditions de télétravail affligeantes. Et quand bien même enseigner n'est pas leur métier, ce sont encore les femmes qui assurent principalement les tâches éducatives et ménagères au sein du foyer ; le confinement renforce cette assignation.

Le chômage technique est imposé dans de nombreux secteurs. Les chômeuses, les saisonnières, les intermittentes, toutes celles qui n'ont pas de stabilité professionnelle, voient leurs possibilités d'emplois disparaître et leurs conditions de vie se dégrader à une vitesse vertigineuse.

Les personnes migrantes continuent d'effectuer les tâches sanitaires dans les hôpitaux et commerces. Les personnes sans-papiers sont toujours expulsées et réprimées. Il n'y a pas de confinement pour le racisme d'État.

Le confinement expose encore davantage les femmes et les enfants victimes de violences intrafamiliales tout en réduisant la possibilité de s'en libérer. Les dispositifs du gouvernement restent très insuffisants alors que l'on constate actuellement une augmentation de 36% de dénonciations des violences conjugales. Il en va de même pour les personnes LGBTQI qui se retrouvent toujours plus isolées face aux violences qu'elles subissent.

Quant aux femmes invalides et souffrant de handicap, dont les soins et le quotidien sont soumis à des rythmes très particuliers, leur place dans la société est davantage vécue comme une double peine.

Le gouvernement refuse jusqu'à présent d'allonger le délai d'IVG et d'en aménager sérieusement les conditions. En temps normal, beaucoup de femmes, qui n'ont pas pu effectuer un avortement dans les temps en France, vont à l'étranger. Avec la fermeture des frontières, cela pourrait avoir des conséquences dramatiques...

La crise sanitaire actuelle ne fait que renforcer les oppressions qui s'exercent sur les femmes et les minorités de genre au quotidien. Alors on se soulève et on crie !

Pour cela, l'Assemblée Toutes en Grève 31 appelle à organiser une riposte féministe en France ! Nous pensons qu'un plan d'urgence féministe doit être proposé par le mouvement féministe et qu'une mobilisation d'ampleur, dans la continuité du 23 novembre et du 8 mars doit permettre sa mise en place !

Nous invitons tous les collectifs, assemblées et organisations féministes, s'inscrivant dans une démarche inclusive et de lutte, à une rencontre nationale dématérialisée le samedi 25 avril à 14h.

Il sera question d'établir ce plan d'urgence féministe et de discuter d'actions et de mobilisation concrète, pendant et surtout après le confinement.

Notamment, nous pensons que le 1er mai doit être une journée d'action féministe !

Si vous souhaitez participer à la rencontre, écrivez nous avant le 23 avril !

**Toutes en Grève 31
toutesengrève31@gmail.com
facebook Toutes en grève 31**